

Thème 1 – Fiche S3

Les types de responsabilités de l'employeur

4 types de responsabilités, en deux catégories potentiellement engageables en termes de santé au travail :

- la responsabilité pénale et civile s'engage devant l'ordre judiciaire, soit le tribunal pénal (avec constitution de parties civiles) soit le tribunal civil (pour l'indemnisation du préjudice sans sanction pénale) ;
- La responsabilité administrative fait suite à un recours en plein-contentieux devant le tribunal administratif ;
- La procédure disciplinaire est engagée par l'employeur.



Thème 1 et Moment 2 :
Les responsabilités de l'employeur et de ses représentants

T1 – F8

Deux grandes catégories de responsabilités :

- Les responsabilités indemnitaires
- Les responsabilités sanctionnatrices

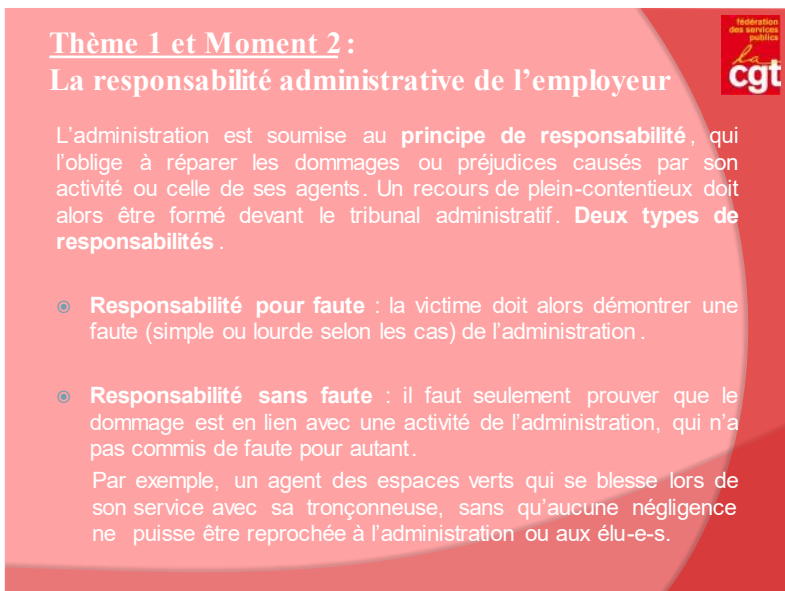
Pour les responsabilités indemnitaires, il s'agit

- de la responsabilité administrative
- de la responsabilité civile

Pour les responsabilités sanctionnatrices, il s'agit

- de la responsabilité pénale
- de la responsabilité disciplinaire

Même sans faute, la responsabilité de l'administration peut être recherchée du seul fait que l'accident a lieu pendant le service.



Thème 1 et Moment 2 :
La responsabilité administrative de l'employeur

L'administration est soumise au **principe de responsabilité**, qui l'oblige à réparer les dommages ou préjudices causés par son activité ou celle de ses agents. Un recours de plein-contentieux doit alors être formé devant le tribunal administratif. **Deux types de responsabilités**.

- **Responsabilité pour faute** : la victime doit alors démontrer une faute (simple ou lourde selon les cas) de l'administration.
- **Responsabilité sans faute** : il faut seulement prouver que le dommage est en lien avec une activité de l'administration, qui n'a pas commis de faute pour autant.

Par exemple, un agent des espaces verts qui se blesse lors de son service avec sa tronçonneuse, sans qu'aucune négligence ne puisse être reprochée à l'administration ou aux élu-e-s.

Les **infractions spécifiques** ont en commun d'être mises au service de la prévention des accidents du travail. Elles sont constituées une fois constaté le comportement dangereux prévu et réprimé par la loi, sans qu'il faille attendre que le risque ainsi créé ne se transforme, que l'accident ne se produise. C'est un **droit pénal spécial de la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles**. Mais bien que les règles prescriptives en matière de santé au travail (livre I à V) s'appliquent aux collectivités locales, leur répression pénale (livre VII) ne peut être engagée contre un employeur local pour simple respect du défaut de ces prescriptions).

Thème 1 et Moment 2 :
La responsabilité pénale de l'employeur

LES INFRACTIONS PENALES SPECIALES DU CODE DU TRAVAIL :
4^e PARTIE LIVRE VII TITRE IV

Les **infractions spécifiques** constituent un **droit pénal spécial de la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles**. Le seul non-respect des prescriptions du code du travail en matière santé pourra justifier une sanction contre un employeur privé.

Mais seul les livres I à V de la quatrième partie du code du travail s'applique aux collectivités locales.

Une collectivité locale ne pourra donc être poursuivie sur le fondement de ces dispositions pénales du code du travail. Mais elles pourront appuyer la poursuite de l'employeur dans le cadre des infractions prévues au code pénal lui-même, devant le tribunal correctionnel.




Toutefois, le non-respect de ces prescriptions pourra appuyer des poursuites pénales devant le tribunal correctionnel, **en cas de survenue d'un accident**, sur la base des infractions réprimées par le code pénal, soit la mise en danger d'autrui ou l'imprudence.

Thème 1 et Moment 2 :
La responsabilité pénale de l'employeur

LES INFRACTIONS GENERALES DU CODE PENAL :
LA MISE EN DANGER D'AUTRUI
=> Article 223-1 du Code pénal
puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende.

LES INFRACTIONS D'IMPRUDENCE
=> Article 221-6 du Code pénal
puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende.
ou de cinq ans d'emprisonnement et à 75 000 euros d'amende, en cas de violation manifestement délibérée d'une obligation particulière de prudence ou de sécurité.



Mais il existe des recommandations (donc sans force juridique) de divers organismes, dont le non-respect pourra aggraver la responsabilité de l'employeur, en cas d'imprudence (qui est une infraction pénale).

Thème 1 et Moment 2 : **La responsabilité pénale de l'employeur**



LES DISPOSITIFS SPECIFIQUES ET RECOMMANDATIONS DIVERSES

- Régime spécifique à la prévention et à la sanction du harcèlement au travail (loi du 9 juillet 2010) ;
- Recommandations de divers organismes :
INRS, CNAM, CNRACL, CARSAT etc.
bien que celles-ci n'aient pas de valeur normative.

La violation d'une recommandation pourra être qualifiée de « **faute caractérisée** » autour de l'infraction d'imprudence, à condition que son auteur avait eu connaissance (ou aurait dû avoir connaissance) de cette recommandation.

Il sera aussi possible de **renforcer le caractère normatif** de ces recommandations si une collectivité venait à les incorporer dans un **règlement intérieur**, notamment par voie de délibération.

L'autorité territoriale est tenue pour responsable présumé en cas de constitution d'infraction constitué, car en tant que 1^{er} magistrat il est chargé veiller à la protection de ses agents (décret n° 85-603 relatif à la santé au travail dans la fonction publique territoriale). Mais cette présomption générale n'empêche pas de rechercher la responsabilité d'autres agents.

Thème 1 et Moment 2 : **Responsabilité pénale de l'employeur et imputation**



Le juge pénal tient l'autorité territoriale pour responsable de principe des infractions pénales

= **présomption générale de responsabilité du Maire/Président**

Su la base de

l'article 2-1 du décret 85-603 dispose que

« les autorités territoriales sont chargées de veiller à la sécurité et à la protection des agents placés sous leur autorité ».

L'inertie de l'autorité territoriale, face à des alertes, va renforcer sa responsabilité.

Il est même désormais possible d'engager la responsabilité pénale d'une collectivité, en tant que personne morale, devant le tribunal correctionnel, pour les activités susceptibles d'être déléguées au secteur privé (soit la plupart des activités des collectivités, exceptées l'éducation et la police).

Thème 1 et Moment 2 :

La responsabilité pénale de la collectivité



Article 121-2 du Code pénal

- Les personnes morales, à l'exclusion de l'Etat, sont responsables pénalement (...) des infractions commises, pour leur compte, par leurs organes ou représentants.

Les amendes prévues sont alors multipliées par cinq !

- La responsabilité pénale des personnes morales n'exclut pas celle des personnes physiques auteurs ou complices des mêmes faits.
- Mais le juge pénal tend à faire absorber la responsabilité de la personne physique par celle de la personne morale, et la condamne exclusivement. **Il est donc préférable, syndicalement, d'exercer un recours contre les personnes physiques (et en premier lieu les élus en tant qu'autorité territoriale).**

La peine d'amende est alors multipliée par cinq ! Sur la base des montants prévus dans les articles du code pénal (mise en danger d'autrui et imprudence), vus précédemment.

L'agent lui-même, et a fortiori un mandaté F3SCT en ce qui concerne la santé au travail, a un devoir, **et même une obligation**, de signalement auprès des autorités judiciaires, en cas d'infraction : le fameux article 40 du code de procédure pénal qui s'applique à tous les fonctionnaires !

Thème 1 et Moment 2 :

La responsabilité du fonctionnaire



Article 40 du Code de procédure pénale

- Le procureur de la République reçoit les plaintes et les dénonciations et apprécie la suite à leur donner conformément aux dispositions de l'article 40 -1.
- Toute autorité constituée, **tout** officier public ou **fonctionnaire** qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance d'un crime ou d'un délit **est tenu d'en donner avis sans délai au procureur de la République** et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès -verbaux et actes qui y sont relatifs.